



**Méditerranéenne**

***Compte rendu de la journée d'étude***

**« Agir autrement pour le dialogue Sud-Nord grâce à la société civile:  
les nouvelles formes de co-développement  
et de collaboration avec les institutions publiques et les entreprises »**

*Assemblée Nationale, Paris, 26 Septembre 2013 (9h-18h)*

Cette journée d'étude a été organisée par Méditerranéenne avec le soutien de M. Pouria AMIRSHAHI, député de la 9<sup>ème</sup> circonscription des Français établis hors de France, une journée d'étude à l'Assemblée Nationale – Paris.

Partenaires /

Comité Tunisie Dialogue sud nord – Mouvement Européen France- Fondation Dialogue sud – nord.

**Une participation exemplaire de la volonté de contribuer au dialogue Sud-Nord et de l'énergie de la société civile.**

Organisée sur le seule base du bénévolat et avec des moyens financiers limités, la journée a réuni 150 personnes – responsables d'associations, universitaires et étudiants, journalistes, pour des contributions et échanges denses, dans la grande salle Colbert, au cœur d'une enceinte fortement symbolique – l'Assemblée Nationale où se réunissent les représentants du pays qui a inventé et promu les Droits de l'Homme.

Plusieurs constats ont frappé les observateurs :

- Le nombre élevé de personnes de la société civile du Sud, venues spécialement pour témoigner, échanger, faire avancer les idées et les pratiques – suffisamment impliquées pour le plus souvent financer elles-mêmes leur déplacement depuis la Tunisie, l'Algérie ou le Maroc ;
- Le constat de l'attention portée par des représentants et décideurs politiques à la société civile, à travers la présence active de M. Pouria Amirshahi, non seulement pour accueillir la journée, mais également pour le débat sur « agir autrement grâce aux médias » ;
- La capacité des acteurs de la société civile à faire entendre une voix spécifique, participant au champ « politique » - au sens classique de « cadre général d'une société organisée et développée » -, indépendamment des forces et partis politiques.
- La forte participation des femmes tant au niveau des intervenants que dans les moments de débat avec le public ;
- La richesse des expériences novatrices orientées vers une meilleure connaissance et un dialogue Sud-Nord accru, mais également vers un meilleur dialogue entre les populations d'un même pays, en voie de réconciliation par exemple avec leur histoire pour mieux construire ensemble le présent et l'avenir ;
  - Ces expériences viendront nourrir les Cahiers d'Initiative en cours de préparation.
- L'importance de 2 types de dynamiques :
  - les relations entre la société civile et les médias, afin que les médias relaient – localement et internationalement - une image plus juste de l'énergie et de la situation d'un pays ;

Tunisie : c/o Université Esprit – 18 rue de l'Usine - Charguia II – 2035 Ariana

France : 16 rue des morteaux - 92160 Antony - France • Association loi de 1901 • Siret 491 824 751 00011

[www.mediterravenir.org](http://www.mediterravenir.org)

- le développement des activités d'économie solidaire, qui représentent non seulement un levier d'emploi, mais également une approche d'avenir pour l'implication de la société civile dans la vie économique.

## Ouverture



L'ouverture de la Journée a été assurée par M. Pouria Amirshahi, député représentant les Français à l'étranger, Mme. Fatma Lalem, adjointe au maire de Paris et Mme. Malki-Bensoltane, Présidente de Méditerranavenir.

M. Pouria Amirshahi a remercié Mme. Malki-Bensoltane de l'effort entrepris pour promouvoir le dialogue sud-nord.

Il a introduit le sujet de la Journée en le plaçant dans un nouveau cadre des relations entre la rive sud du Maghreb et l'Europe ; et entre la France et le Maghreb en particulier. Il annonce que le moment est venu de laisser les sociétés civiles du sud et du nord parler et dialogue entre elles. Toutefois, il constate la panne du projet Européen, ce qui a pour conséquence, une distance par rapport à la rive sud de la Méditerranée. Il préconise de renouer avec les sociétés au Maghreb en raison des partages communs : famille, langue française et arabe, savoir et richesse. Toutefois ce projet n'est pas d'après lui assumé par la France. Il propose de donner de la consistance au contenu des relations par la mise en commun des rêves et de compétences, des actions de formation tel que, entre autres, la mise en œuvre de formations co-diplomantes et d'action de coopération et d'échanges entre associations et ONG des deux rives.

Concernant Mme. Lalem, elle félicite Mme. Malki-Bensoltane et le comité organisateur de l'originalité et de la nouveauté de cette Journée d'étude de promotion du dialogue entre les deux rives de la Méditerranée et assure l'association de son soutien pour ce type d'initiatives.

Elle a mis l'accent dans sa présentation sur la question féminine et de l'égalité homme – femme. Elle a présenté la stratégie et les mesures de soutien aux femmes mises en œuvre dans le programme initié par Mme. Najat Vallaud-Belkacem, ministre française des Droits des Femmes, ainsi que les actions et projets menés par l'Union de la Méditerranée en faveur des femmes. Elle a également cité la Fondation des Femmes pour la Méditerranée.

Toutes ces structures ont pour objectif partagé de lutter contre la discrimination et la promotion des droits des femmes. Concernant la relation avec la rive sud, Mme. Lalem a assuré du soutien aux actions de promotion des femmes de la rive sud méditerranée.

Mme. Malki-Bensoltane a remercié les participants de leur présence ainsi que M. Pouria Amirshahi de son soutien à Méditerranavenir pour l'organisation de cette journée à l'assemblée. Elle a remercié

également la Présidence française, le Mouvement européen international et l'assemblée parlementaire méditerranéenne de Malte qui ont apporté un soutien moral à cette journée.

Pour Mme. Malki-Bensoltane, le dialogue, Hiwar en arabe, *el dialogo* en espagnol, est dans la culture de l'espace méditerranéen. Il s'impose aujourd'hui par le rapport socio-historique, la dimension culturelle, mais il n'en reste pas moins infiltré par des relations de pouvoir, de domination, d'impérialisme qui retentissent plus ou moins sur le vécu subjectif de la rencontre de deux cultures. D'où la nécessité de mener ce dialogue pas à pas, préparé et organisé à travers des actions comme cette journée, fondée sur des principes d'égalité, de réciprocité et du respect des différences.

Selon Mme Malki- Bensoltane, les sociétés civiles de la Rive sud méditerranée sont en forte émergence et ébullition, chacune selon ses rythmes et spécificités. Cette émergence est le fruit de la métamorphose que connaissent les sociétés du sud, métamorphose qui précède les printemps arabes et les transcende vers d'importants changements. Cette émergence a également rendu visible la jeunesse, les femmes elle est également un processus intergénérationnel. Ceux sont des sociétés civiles pour laquelle les nouvelles technologies de l'information sont un puissant outil d'action Concernant la société civile Tunisienne en particulier véritable contre- pouvoir, elle se fait l'arbitre certes, difficilement, entre deux projets de sociétés. L'un conservateur et d'essence religieuse, l'autre progressiste et moderniste imprégné d'une identité endogène.

Toutefois, cette nouvelle situation par et pour les sociétés civiles du sud fait face a des menaces, tant au plan interne qu'externe mais reste un mouvement irréversible. N'est ce pas le grand poète tunisien Abou El Khacem Chebbi qui a dit : « QUAND UN PEUPLE DECIDE DE VIVRE LE DESTIN DOIT S'INCLINER »

Mme. Malki-Bensoltane dédie cette journée, d'une part, à deux hommes restés unis par un engagement indéfectible pour la liberté, la justice, la vérité et la solidarité inter-rives méditerranée. M. Henry Alleg, récemment disparu, et son grand ami le père de Mme. Malki-Bensoltane, M.Tayeb Malki. D'autre part, à la jeunesse du sud qui porte l'espoir d'une société meilleure et celle du nord qui lui est solidaire.

Elle conclue par la nécessité d'un dialogue et d'une solidarité **Autrement**, entre pays du Sud et du Nord de la Méditerranée à la lumière des changements sur la Rive sud de la méditerranée et rappelle cette maxime arabe a portée universelle « EI JAR KBAL EL DAR » le voisin avant la maison .

« **Où va le monde arabe ?** », conférence de **M. Bichara Khader**, professeur à la Faculté de sciences politiques, économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain et Directeur du *Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe Contemporain* (CERMAC), auteur de nombreux ouvrages.



Pour M. Khader, à la veille du « printemps arabe », le monde arabe n'était qu'une mèche qui attendait d'être allumée pour s'embraser.

M. Khader a partagé son analyse des bouleversements de la scène politique arabe : renversement de régimes autoritaires, arrivée des Frères Musulmans en Egypte, en Tunisie, turbulences en Libye, instabilité au Yémen, une politique de la " terre brûlée " en Syrie, violences en Irak et un Maghreb tiraillé entre solitude et solidarité.

Il a donné quelques clés pour déchiffrer une réalité en apparence opaque ; notamment : une analyse du système régional, un éclairage sur le poids des représentations et imaginaires collectifs sur le poids de l'histoire et sur des processus ayant débuté il y a une vingtaine d'années, des leviers de réflexion sur l'articulation entre démocratie, laïcité et islamisme.

La connaissance de ces repères permet de mieux comprendre la recomposition du champ politique et social, et le retour, sur des bases nouvelles, d'une "question nationale arabe".

Le contenu de cette conférence sera mis en ligne.

#### **Atelier 1- Agir autrement par/pour les jeunes et par/pour les femmes**



Présidé Mme Nadia Leila Assaoui, Secrétaire Générale du Fonds pour les Femmes en Méditerranée, cet atelier a réuni Mlles Nabila METAIR et Meriem BEN LAMINE, Mme Fatiha DAOUDI et M. Faycal DCHICHA.

Tunisie : c/o Université Esprit – 18 rue de l'Usine - Charguia II – 2035 Ariana

France : 16 rue des marteaux - 92160 Antony - France • Association loi de 1901 • Siret 491 824 751 00011

[www.mediterravenir.org](http://www.mediterravenir.org)



- Le Maroc offre l'exemple récent (2012) de la création d'une Commission Nationale pour le dialogue avec la société civile, afin notamment de créer des voies officielles permettant à la société civile de contribuer à la démocratie participative, y compris au niveau des lois constitutionnelles. Cette reconnaissance devrait contribuer à dynamiser encore plus au Maroc un tissu associatif dense, comptant officiellement 90 000 associations.  
Au même moment en Tunisie, dans le cadre des discussions pour l'élaboration de la nouvelle Constitution, les associations, notamment féminines, contribuent à soutenir fortement les principes d'égalité des sexes. La nécessaire vigilance sur le maintien de l'indépendance de la société civile a été évoquée par plusieurs participants lors des débats.
- Sur le terrain des actions, toujours en Tunisie, des associations comme ADDCI-Zarzis déploient des actions de sensibilisation et de formation pour la promotion des femmes dans l'économie, pour tous les niveaux économiques ou d'éducation, avec une attention particulière à la question sensible de l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.  
Certains participants ont souligné la nécessité d'une vigilance à l'égard des incitations à la création d'entreprises, signe de dynamisme, mais en même temps insuffisamment claire en termes de droits sociaux, dans les pays où les femmes souffrent déjà de discrimination.  
A Oran (Algérie), l'association Bel Horizon, animée par des jeunes encore étudiants pour certains, œuvre à la citoyenneté, à la conscience et l'appropriation patrimoniale, en réconciliant les populations – et notamment celles qui ont vécu l'époque de la conquête de l'Indépendance : la cohérence et le caractère innovant de ses actions, mêlant découverte du patrimoine, formation de guides et culture vivante (à travers le lancement de la 1<sup>ère</sup> Fête de la musique dans des lieux symboliques et historiques, ont particulièrement impressionné les participants.

### **Présentation de la Déclaration de Tunis : Société civile, Pouvoir Public, quel partenariat dans le cadre du dialogue Sud-Nord ?**



M. Charles Ferdinand NOTHOMB, Ministre d'Etat Belge et Président Fondation Dialogue Sud- Nord (Belgique) Mme. Fatima-Zohra MALKI-BENSOLTANE, Présidente de Méditerranéen et membre fondateur de la Fondation Dialogue Sud-Nord, Melle Khoula Rchidi étudiante dite la Marianne Tunisienne ont présenté la Déclaration .

A travers sa Déclaration de Tunis, le 3<sup>ème</sup> Congrès du Mouvement Européen International, co-organisé par Méditerranéen, et centré sur le dialogue Sud-Nord, avait fourni en Juin 2012 un point d'avancement sur les relations et les partenariats entre sociétés civiles et pouvoirs publics sur des sujets tels que : la mobilité des personnes, l'éducation et la formation, la culture, les domaines économique social.  
Ce point permettait d'éclairer les dynamiques à renforcer sur des thèmes transversaux tels que l'inter-

générationnel, la contribution de la société civile à la démocratie participative et la coopération entre réseaux méditerranéens régionaux et internationaux.

## **Atelier 2 – Agir autrement grâce aux médias – Comment équilibrer l’information véhiculée par les médias sur les sociétés civiles et les pays du Sud ? »**



Animée par Philippe Dessaint (TV5 Monde), cet atelier a bénéficié des expériences et analyses de journalistes d’Algérie, de Tunisie et de France. Les participants ont particulièrement apprécié la capacité critique/autocritique des intervenants et, par leurs questions et propositions, les ont encouragé à poursuivre dans cette voie, bénéfique à tous les citoyens.

- Devant un public renforcé par des étudiants en journalisme de Reporters Citoyens (formation gratuite en 3 ans, créée par l’Ecole des Métiers de l’Information et par LaTélé Libre), cet atelier a posé des constats sur l’image déformée des pays et société du Sud véhiculée par les médias – parfois du Sud même et souvent du Nord :

Ainsi, les pièges du langage ont été découverts par certains journalistes, en constatant par exemple à quel point la formule « Printemps arabe » faisait aujourd’hui référence à une image « codée », au contenu imprécis et qui ne favorise pas l’attention et encore moins la réflexion sur les réalités vécues au Sud.

Mme Lenaïg Bredoux, journaliste à Médiapart a développé des exemples, dans les médias du Nord, de discours sur la Tunisie, à la fois convenus et inchangés depuis les années du régime précédent.

En conclusion pour M. Philippe Dessaint, la distance critique n’y est pas et il perçoit de la part des médias français un mélange d’indifférence et de résignation.

- Plus globalement, les intervenants ont abordé 2 types de thèmes :
  - Les actions concrètes menées par les médias ou des journalistes (dans le cadre associatif) pour agir sur les représentations dans leurs propres pays : ainsi l’association Femmes et Communication, créée en 1995 pour améliorer l’image des femmes dans les médias (Mme Nafissa Lahreche), en Algérie et en dehors, afin de rompre également l’isolement des femmes particulièrement prononcé pendant les années noires de la guerre civile récente.
  - Les médias nouveaux, issus de la société civile et travaillant toujours en étroite relation avec celle-ci (pour les informations, l’identification de sujets citoyens et sociétaux) : El Watan (représenté par Mme Nadjia Bouzeghrane – rédactrice en chef), créé en 1990 et que son indépendance a régulièrement confronté à des interdictions ; Altermondes (revue trimestrielle représentée par son rédacteur en chef M. David Eloy), qui donne la parole aux associations, syndicats sur les sujets de solidarité internationale et qui, à l’occasion du Forum Social Mondial de Tunis en 2012, a lancé le projet Reporters TransMéditerranée, réunissant des étudiants en journalisme du Sud et du Nord.

Tunisie : c/o Université Esprit – 18 rue de l’Usine - Charguia II – 2035 Ariana

France : 16 rue des morteaux - 92160 Antony - France • Association loi de 1901 • Siret 491 824 751 00011

[www.mediterravenir.org](http://www.mediterravenir.org)

En droite ligne avec leurs racines, ces médias ont pu initier des formations de journalistes.

Selon Melle Amel Chahed, journaliste et productrice à la télévision nationale tunisienne, médias et société civile veulent ensemble dans une relation originale changer la société tunisienne, ce qui les conduit à résister à la volonté des pouvoirs d'instrumentaliser les médias ou de freiner leur pouvoir à aborder des sujets sensibles : de la défense des acteurs de la société civile et de journalistes tels que Zied El-Heni à la contribution au Téléthon, la relation entre médias et société civile s'approfondit pour mettre en valeur les efforts de la société.

Pour M. Pourria Amirshahi, député des français de l'étranger, l'importance de cet atelier est lié au rôle des médias comme faiseurs d'opinion, et acteurs de mise en réseau dans un moment où on assiste à des manifestations de replis identitaires au Sud, des tentations de fermeture au Nord. Le grand enjeu est peut-être d'être capable de véhiculer un autre discours fait de dialogue et de coopération. Pour renforcer ce propos, Mme Malki-Bensoltane – Présidente de Méditerranavenir, rappelle l'impact au Sud des médias du Nord (français notamment), ce qui accroît leur responsabilité et souligne leur rôle potentiel dans le renforcement du dialogue Sud-Nord.

Les riches débats et les questions soulevées dans cet atelier, nécessitent d'après les présents et les organisateurs, un approfondissement dans une journée d'études réservée au sujet sur les Médias.

### **Table ronde et Recommandations : Bilan des relations inter-rives méditerranée et les façons de soutenir la société civile**

Animée par M. Habib Kazdagli – doyen de la Faculté de La Manouba (Tunisie), cette table ronde a réuni des profils complémentaires : intellectuel (M. Gilbert Naccache), économiste (M. Nadir Ben Mati, auteur de « Méditerranepaix » - à paraître), ex- universitaire (Mme Monique Cerisier (devenue membre de l'Assemblée des Français de l'étranger) et militant associatif européen (M. Bernard de la Derrière – vice –président du Mouvement Européen France). En toute logique compte tenu de son thème et de sa place en fin de journée, cette table-ronde a fait l'objet de nombreux échanges avec l'auditoire.

- A partir de regards variés, les interventions ont convergé vers des idées communes :
  - L'apport de l'histoire dans la compréhension des mécanismes et des facteurs socio-géographiques, que les médias devraient intégrer afin de présenter des analyses utiles (ainsi Sidi Bouzid en Tunisie – région de résistance depuis 2 millénaires..)
  - La nécessité et la pertinence des regards croisés de populations ayant des affinités – par exemple en termes de métiers (entre médias) ou d'âge : ainsi la parole donnée à 25 jeunes des 2 rives par M. Ben Mati, afin d'identifier les similitudes et les différences de perceptions sur des sujets sociétaux (de l'environnement à la laïcité). A noter : les regards croisés ont été l'approche de plusieurs événements de Méditerranavenir depuis 2008. Les diasporas sont mentionnées comme un levier naturel de dialogue, à impliquer davantage, notamment dans les nombreux sujets portant sur la connaissance des représentations et l'évolution des mentalités réciproques au Sud et au Nord.
  - Les regards croisés sont également à développer au sein d'un même pays, entre les âges et entre les sexes (par exemple l'idée de lieux de relations hommes/femmes pacifiées comme en Algérie)

- Le constat que, au-delà des apparences et du bruit médiatique, les problématiques citoyennes et sociétales sont très souvent voisines entre Nord et Sud ; ce qui devrait finir de mettre de côté l'idée de modèles à suivre, et permettre de partager les initiatives innovantes et les bonnes pratiques, par exemple sur les jeunes, les femmes, la formation, l'économie sociale et solidaire ; non seulement entre le Sud et le Nord, mais également entre sur un axe Sud-Sud.
- A la fin de la table ronde Mme Fatiha Bourokba avocate Algérienne , et Vice présidente de l'assemblée de wilaya de la ville d'Oran a , invité l'association Méditerranvenir a poursuivre ses travaux en regards croisés à Oran ,sur un thème en relation avec la promotion de la société civile.

### **Les Cahiers d'initiatives**

Les apports des interventions et débats ont été enrichis par le dépôt sur le Cahier d'Initiatives ouvert à la fin de chaque conférence, atelier ou table-ronde, était destiné à compléter et prolonger l'esprit d'étude, de partage et de dynamisation de la journée et à prolonger les apports des interventions et débats.

Suggestions d'axes de travail, indications d'initiatives existantes et innovantes ont été ainsi recueillies : elles seront développées dans le Cahier d'Initiatives en préparation – 1<sup>er</sup> numéro d'un principe d'échange que Méditerranvenir va développer à l'avenir.

En conclusion, Mme Fatima Malki-Bensoltane s'est félicitée de l'initiative de cette journée, véritable challenge dans le contexte actuel et a remercié M. Pouria Amirshahi qui l'a rendue possible ainsi que les membres du Comité franco- tunisien d'organisation de la journée.

L'implication des participants et intervenants ainsi que la richesse des échanges et expériences partagées manifestent l'indépendance de la société, sa force de propositions et la nécessité pour les acteurs politiques de faire appel à elle pour mener à bien leurs projets d'intérêt public.

Trois idées de projets ont pu ainsi être mis en évidence à travers ce Dialogue Sud-Nord :

- 1) la réussite au féminin, gage d'une citoyenneté assumée au Nord et au Sud ;
- 2) la valorisation de l'approche multiculturelle sur laquelle Méditerranvenir travaille avec son concept AMI – Approche Multiculturelle Intégrée – destiné à préparer les acteurs, travailleurs et employeurs du Nord et du Sud différences culturelles entre les partenaires ;
- 3) la création d'une structure de formation et de sensibilisation au dialogue Sud-Nord comme moyen d'action. Ce dialogue soit être mis dans un cadre politique, mais aussi culturel, sociétal et philosophique, car il porte une dimension identitaire très forte.

### **Rapporteurs**

**Mme. Cathérine Cyrot, Méditerranvenir France**

**Mlle. Meriem Ben Lamine, Méditerranvenir Tunisie**

**M. Bertrand Deladerrière, Mouvement Européen France**

**M. Frédéric Benzimera, Méditerranvenir France**

**L'intégralité du film de cette Journée d'Etude sera mise en ligne .**

**Fatima Zohra MALKI BENSOLTANE**

**Présidente de Méditerranvenir France - Tunisie**

Tunisie : c/o Université Esprit – 18 rue de l'Usine - Charguia II – 2035 Ariana

France : 16 rue des morteaux - 92160 Antony - France • Association loi de 1901 • Siret 491 824 751 00011

[www.mediterravenir.org](http://www.mediterravenir.org)